

TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES POUR LES POPULATIONS, LA NATURE ET LE CLIMAT : UN APPEL COMMUN À L'ACTION

L'alimentation est essentielle à la vie sur terre. C'est un droit humain fondamental, car elle fournit des nutriments vitaux pour la santé et le bien-être. Elle relie les gens à leur famille, à leur communauté, à leur culture et au monde naturel. Les systèmes alimentaires assurent la subsistance d'au moins 4 milliards de personnes et constituent l'épine dorsale socio-économique de nombreuses communautés et de nombreux pays. Nous avons une opportunité énorme de libérer le potentiel transformatif des systèmes alimentaires et de sauvegarder la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de renforcer la résilience aux impacts climatiques, de contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation, de protéger et de restaurer la nature et la biodiversité, et de créer des économies et des sociétés plus inclusives, plus équitables et plus prospères.

Aujourd'hui, les systèmes alimentaires sont confrontés à des défis sans précédent et de plus en plus importants. Ils contribuent à la perte de la nature et de la biodiversité, au changement climatique, à la dégradation des terres et des sols, aux crises humanitaires et aux conflits, et en subissent les conséquences. L'alimentation et l'agriculture mondiales sont responsables de plus d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre (GES)¹, de 70 % de l'utilisation de l'eau douce et de 80 % de la perte de biodiversité. Les systèmes alimentaires non durables compromettent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, augmentent les risques d'épidémies de parasites et de pathogènes et menacent les moyens de subsistance des agriculteurs et d'autres acteurs de première ligne des systèmes alimentaires². Dans de nombreux environnements alimentaires, il est difficile pour les consommateurs d'accéder à des aliments nutritifs, abordables, diversifiés et produits localement et de manière durable. La mauvaise qualité de l'alimentation est le principal facteur de maladies non transmissibles et la principale cause de décès prématuré dans le monde. Environ 30 % des aliments sont perdus ou gaspillés³, plus de 900 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire - dont beaucoup travaillent dans le secteur de l'agriculture - et plus de 3 milliards de personnes n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine. Les coûts sociaux, économiques et environnementaux cachés associés aux systèmes alimentaires actuels s'élèvent à plus de 10 000 milliards de dollars par an.

Cette confluence de crises est une urgence mondiale absolue, et nous devons agir rapidement avec les efforts et l'ampleur qui s'imposent. Nous, les acteurs non étatiques soussignés, partageons la même vision : d'ici 2030, les systèmes alimentaires doivent permettre de réaliser des progrès significatifs et mesurables pour les populations, la nature et le climat.

Pour réaliser cette vision à l'horizon 2030, nous nous efforcerons d'aligner le système alimentaire mondial sur l'Accord de Paris sur le changement climatique, le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Programme d'adaptation de Charm el-Cheikh et le *Breakthrough Agenda*. Nous avons donc besoin d'objectifs mondiaux holistiques, alignés et limités dans le temps pour les systèmes alimentaires, au plus tard pour la COP29, ainsi que de voies de transition des systèmes alimentaires actionnables, fondées sur des données probantes et adaptées au contexte local. En tant qu'acteurs non étatiques, nous traduirons, le cas échéant, ces objectifs dans nos stratégies et nos plans, nous fixerons et réaliserons des objectifs scientifiques pour le climat, la nature et les systèmes alimentaires, et nous divulguerons et rendrons compte de manière transparente des progrès accomplis, en nous inspirant des meilleures pratiques⁴.

Au regard de ces trajectoires et de nos rôles et responsabilités respectifs, nous établirons un ordre de priorité pour les actions essentielles suivantes :

1. Soutenir les acteurs de première ligne des systèmes alimentaires pour qu'ils s'adaptent et renforcent leur résilience face aux risques climatiques et aux autres chocs;
2. Aligner les systèmes alimentaires sur l'objectif de 1,5°C, en réduisant les émissions absolues de GES des systèmes alimentaires (y compris les émissions de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux) et en abandonnant l'utilisation de combustibles fossiles dans les systèmes alimentaires tout en soutenant l'accès aux énergies renouvelables, en particulier dans les pays en développement ;

¹ Les systèmes alimentaires, y compris l'agriculture et la consommation d'énergie, les déchets et les émissions industrielles qui y sont liés.

² Ce terme est destiné à englober les agriculteurs, les travailleurs agricoles, les pêcheurs, les pasteurs, les éleveurs, les aquaculteurs, les personnes tributaires des forêts, les travailleurs de la chaîne de valeur alimentaire, les peuples autochtones, les jeunes, les femmes et les autres personnes en situation de vulnérabilité qui se trouvent en première ligne de l'économie alimentaire.

³ Environ 14 % de cette quantité est perdue et 17 % sont gaspillés.

⁴ Pour les grandes entreprises et les institutions financières, cela inclut les émissions de GES des champs d'application 1, 2 et 3, par le biais de cadres et d'initiatives de fixation d'objectifs, de divulgation et d'établissement de rapports par des tiers, tels que CDP, ISSB, Race to Zero, SBTi FLAG, SBTN, TCFD et TNFD, en mettant à jour les meilleures pratiques et en soutenant la convergence.

3. Lutter contre la faim et veiller à ce que les individus, les ménages, les communautés et les régions fragiles qui connaissent des niveaux d'insécurité alimentaire critiques puissent satisfaire leurs besoins nutritionnels, en mettant fin à la faim et à la malnutrition sous toutes leurs formes, en notant que le changement climatique exacerbera encore ces risques ;
4. Modifier l'environnement alimentaire afin d'améliorer la disponibilité, l'accessibilité et le caractère abordable des aliments pour favoriser des régimes alimentaires sains, nutritifs, durables et adaptés aux conditions locales, en passant à des sources de protéines et d'énergie plus diversifiées et à des régimes alimentaires plus équilibrés, conformément aux objectifs mondiaux et à la situation nationale ;
5. Soutenir la transition vers des approches durables de la production alimentaire qui ont des effets positifs sur les populations, la nature et le climat (y compris l'agroécologie, les approches biologiques, régénératives et positives pour la nature et l'aquaculture durable) et la gestion de la pêche de capture qui résiste au climat, en recherchant des cobénéfices avec le bien-être animal, la qualité de l'air et la santé publique, et les développer ;
6. Améliorer la résilience, la qualité et la disponibilité de l'eau grâce à une gestion intégrée des systèmes hydriques et alimentaires et à la restauration des écosystèmes liés à l'eau ;
7. Améliorer la santé des sols en augmentant les investissements, en développant la recherche et en généralisant les pratiques saines qui augmentent le carbone des sols, préviennent la pollution des sols et inversent la dégradation des terres.
8. Protéger, conserver et restaurer la nature et la biodiversité, notamment en stoppant et en inversant la perte de forêts et d'autres écosystèmes importants tels que les zones humides, les prairies, les savanes et les tourbières, en contribuant de manière significative à la restauration des terres dégradées et des pâturages ;
9. Intensifier les efforts pour réduire de moitié les pertes et les déchets alimentaires, notamment par des approches d'économie circulaire ;
10. Réorienter, aligner, réduire les risques et augmenter les financements, y compris les financements multilatéraux, privés, philanthropiques et mixtes, afin de promouvoir l'adaptation et la résilience des systèmes alimentaires, ainsi que l'atténuation, en comblant le déficit de financement avec une attention particulière pour les besoins d'adaptation des pays à faible revenu et en augmentant l'accès direct pour les acteurs des systèmes alimentaires en première ligne.

En mettant en œuvre un programme collectif de transformation des systèmes alimentaires, nous allons :

1. Centrer nos efforts sur les acteurs de première ligne des systèmes alimentaires, en particulier les femmes et les jeunes, afin qu'ils puissent s'exprimer et participer à la prise de décision, et soutenir, reconnaître et récompenser leurs efforts pour nourrir le monde tout en respectant les limites planétaires et en gérant les écosystèmes ;
2. Promouvoir une transition juste, notamment en favorisant des moyens de subsistance équitables et en faisant participer les parties prenantes et les détenteurs de droits aux processus et aux plans qui les concernent, et en abordant la question de l'occupation des terres et des ressources pour les groupes marginalisés ;
3. Respecter les droits des peuples autochtones et des communautés locales, y compris leurs droits au consentement préalable, libre et éclairé, à la terre et à l'autodétermination, en reconnaissant le rôle de premier plan qu'ils jouent dans la production de systèmes alimentaires durables ;
4. Promouvoir la collaboration multipartite et les possibilités d'apprentissage, d'échange et de coordination entre les acteurs non étatiques et les gouvernements à tous les niveaux.

Les gouvernements nationaux jouent un rôle essentiel dans la transformation des systèmes alimentaires, notamment en créant les conditions propices à l'accélération des contributions des acteurs non étatiques et donc à la réalisation de la vision que nous avons définie. Nous saluons la Déclaration des Émirats sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique, et sommes prêts à soutenir sa mise en œuvre ambitieuse. Nous appelons tous les gouvernements à renforcer leurs contributions déterminées au niveau national (NDC) d'ici 2025. Nous soulignons qu'il est nécessaire et possible pour les gouvernements de réorienter les politiques agricoles, de détourner les subventions des pratiques néfastes et de réaffecter le soutien public, de s'attaquer aux obstacles commerciaux, financiers et réglementaires, et d'introduire la divulgation obligatoire des risques liés au climat et à la nature. Cela permettra de renforcer l'ambition, d'uniformiser les règles du jeu, de créer des incitations, de promouvoir l'innovation et la recherche, et d'encourager les investissements nécessaires à la transformation des systèmes alimentaires. Nous appelons les gouvernements à impliquer de manière significative les acteurs de première ligne des systèmes alimentaires, les villes, les consommateurs, les initiatives au niveau des paysages et toutes les autres parties prenantes concernées lorsqu'ils développent et mettent à jour leurs voies nationales des systèmes alimentaires et leurs stratégies climatiques à long terme, en s'appuyant sur

les meilleures données scientifiques et factuelles disponibles, et à intégrer des actions pour des systèmes alimentaires durables dans les *NDC*, les plans nationaux d'adaptation, les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, les plans nationaux pour la nutrition et les directives diététiques nationales basées sur l'alimentation.

Nous nous engageons à ce que tous les acteurs étatiques et non étatiques respectent et valorisent les connaissances traditionnelles des peuples autochtones et les connaissances locales des agriculteurs, des pêcheurs, des éleveurs et des pasteurs, en soulignant en particulier le rôle des femmes et des jeunes, et nous leur demandons de le faire. Nous devons renforcer les capacités des organisations qui représentent les acteurs des systèmes alimentaires de première ligne, afin de leur permettre de s'engager de manière significative dans les négociations sur le climat et dans d'autres processus pertinents qui les concernent, et de co-concevoir des outils, des incitations et un soutien technique adaptés au niveau local. Nous demandons que des dispositions appropriées soient prises pour les pertes et dommages afin d'aider les communautés vulnérables à s'adapter aux effets du climat et à s'en remettre. Nous reconnaissons la nécessité de remédier aux déséquilibres de pouvoir et aux inégalités sociétales, et d'offrir des revenus et des salaires équitables à tous les travailleurs des systèmes alimentaires. Nous demandons un meilleur accès à l'assurance contre les risques climatiques, aux subventions et à d'autres formes de soutien, le cas échéant, ainsi que des investissements importants dans les infrastructures physiques et les technologies socialement inclusives régies par des cadres réglementaires qui protègent l'intérêt public, afin que les générations actuelles et futures d'acteurs de première ligne des systèmes alimentaires prospèrent en produisant des denrées alimentaires et en gérant les ressources naturelles.

Nous, les acteurs non étatiques soussignés, représentons les acteurs de première ligne des systèmes alimentaires ainsi que les entreprises, les consommateurs, les villes, la société civile, les éducateurs, les investisseurs, les institutions multilatérales, les gouvernements régionaux, les agences de recherche, les universités, et bien d'autres encore. Nous reconnaissons qu'il s'agit d'un effort multipartite et que nous avons des rôles variés et des responsabilités partagées dans la réalisation d'une transition juste des systèmes alimentaires. La charge de cette transition ne doit pas peser de manière disproportionnée sur les pays, les communautés et les groupes de population à faible revenu. Nous nous engageons à suivre et à rendre compte chaque année de nos efforts pour faire progresser ces priorités de transformation des systèmes alimentaires et d'autres domaines d'impact jusqu'en 2030. Nous sommes prêts à travailler en partenariat avec les gouvernements et entre nous. Ensemble, nous pouvons collaborer à la mise en place d'un programme ambitieux et partagé qui libère le potentiel des systèmes alimentaires comme l'une des principales solutions pour les populations, la nature et le climat.